

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 7.** Notre Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, Notre Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, Notre Ministre des Classes moyennes, Notre Ministre de l'Economie et Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre  
et Ministre de la Mobilité et des Transports,  
Mme I. DURANT

La Ministre de la Protection de la Consommation,  
de la Santé publique et de l'Environnement,  
Mme M. AELVOET

Le Ministre des Classes moyennes,  
J. GABRIELS

Le Ministre de l'Economie,  
Ch. PICQUE

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,  
O. DELEUZE

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 7.** Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, Onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Onze Minister van Middenstand, Onze Minister van Economie en Onze Staatssecretaris voor Energie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Mobiliteit en Vervoer,  
Mevr. I. DURANT

De Minister van Consumentenzaken,  
Volksgezondheid en Leefmilieu,  
Mevr. M. AELVOET

De Minister van Middenstand,  
J. GABRIELS

De Minister van Economie,  
Ch. PICQUE

De Staatssecretaris voor Energie,  
O. DELEUZE

[C – 2001/11116]

**7 MARS 2001. — Arrêté royal  
relatif à la dénomination, aux caractéristiques  
et à la teneur en soufre de combustibles résiduels**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> et 14;

Vu la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé, notamment l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté royal du 18 novembre 1988 relatif à la dénomination, aux caractéristiques et à la teneur en soufre de combustibles résiduels;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises, donné le 16 août 2000;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'Hygiène publique, donné le 20 septembre 2000;

Vu l'avis du Conseil fédéral du Développement durable, donné le 17 octobre 2000;

Vu l'avis du Conseil central de l'Economie, donné le 19 octobre 2000;

Vu l'avis du Conseil de la Consommation, donné le 18 décembre 2000;

Vu l'association des gouvernements de région à l'élaboration du présent arrêté;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 § 1<sup>er</sup> remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la directive 1999/32/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant une réduction de la teneur en soufre de certains combustibles liquides et modifiant la directive 93/12/CEE devait être transposée en droit interne;

[C – 2001/11116]

**7 MAART 2001. — Koninklijk besluit  
betreffende de benaming, de kenmerken  
en het zwavelgehalte van de residuele brandstoffen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, inzonderheid op de artikelen 1, 5<sup>o</sup> en 14;

Gelet op de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid, inzonderheid op artikel 5, § 1, 3<sup>o</sup>;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 november 1988 betreffende de benaming, de kenmerken en het zwavelgehalte van de residuele brandstoffen;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, gegeven op 16 augustus 2000;

Gelet op het advies van de Hoge Gezondheidsraad, gegeven op 20 september 2000;

Gelet op het advies van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling, gegeven op 17 oktober 2000;

Gelet op het advies van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, gegeven op 19 oktober 2000;

Gelet op het advies van de Raad voor het Verbruik, gegeven op 18 december 2000;

Gelet op de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken zijn;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Richtlijn 1999/32/EG van de Raad van 26 april 1999 betreffende een vermindering van het zwavelgehalte van bepaalde vloeibare brandstoffen en tot wijziging van Richtlijn 93/12/EEG, moest worden omgezet in intern recht;

Considérant que le dernier des six avis légalement requis n'a été fourni que le 18 décembre 2000;

Sur la proposition de Notre Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, de Notre Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, de Notre Ministre des Classes moyennes, de Notre Ministre de l'Economie et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, on entend par combustibles résiduels (fiouls lourds) :

tout combustible liquide dérivé du pétrole appartenant, du fait de ses limites de distillation, à la catégorie des fiouls lourds destinés à être utilisés comme combustibles et dont moins de 65 % en volume (pertes comprises) distillent à 250°C selon la méthode ASTM D86. Si la distillation ne peut pas être déterminée selon la méthode ASTM D86, le produit pétrolier est également classé dans la catégorie des fiouls lourds.

§ 2. Sont exclus de la présente définition :

1° Les essences pour les véhicules à moteur, le gasoil-diesel pour les véhicules routiers et le gasoil de chauffage;

2° Les combustibles utilisés pour les engins mobiles non routiers et les tracteurs agricoles;

3° Les combustibles liquides dérivés du pétrole utilisés par les navires de mer.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Les combustibles résiduels mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> doivent être conformes à la norme NBN T 52-717 - Produits pétroliers - Combustibles résiduels - Spécifications - Dernière édition.

Sont également acceptés les résultats des contrôles, analyses ou essais effectués par des organismes qui offrent des garanties techniques, professionnelles et d'indépendance convenables et satisfaisantes.

§ 2. Il est interdit de mettre sur le marché un produit sous la dénomination combustible résiduel, s'il ne présente pas les caractéristiques définies à l'article 2, § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Il est interdit d'utiliser un produit comme combustible résiduel, s'il ne présente pas les caractéristiques visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>.

Cette interdiction ne vaut cependant pas pour le combustible résiduel utilisé pour la combustion dans des raffineries de pétrole.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions peut, par une décision motivée qu'il notifie aux intéressés, accorder des dérogations aux caractéristiques visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup> à l'exception de la teneur en soufre, pour une période de trois ans maximum aux conditions et dans les limites qu'il détermine. Ces dérogations sont révoquées pendant cette période mais peuvent également être renouvelées.

§ 2. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions et le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions peuvent, pendant une période de six mois, autoriser une limite supérieure pour la teneur en soufre si, du fait d'un changement soudain dans l'approvisionnement en pétrole brut et en produits pétroliers, des difficultés surgissent lors de l'application des limites de la teneur en soufre des combustibles résiduels.

L'alinéa précédent ne peut être appliqué que si la Commission européenne en est préalablement informée.

**Art. 4.** Sans préjudice de l'emploi facultatif simultané des marques ou de toute autre appellation commerciale, la dénomination de combustible résiduel doit être indiqué sur les documents relatifs à la vente et à la livraison.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Les infractions aux dispositions de l'article 2, §§ 1<sup>er</sup> et 2 du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.

§ 2. Les infractions aux dispositions de l'article 2, § 3, du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé.

**Art. 6.** L'arrêté royal du 18 novembre 1988 relatif à la dénomination, aux caractéristiques et à la teneur en soufre de combustibles résiduels est abrogé.

Overwegende dat het laatste van de zes wettelijk vereiste adviezen pas werd verstrekt op 18 december 2000;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, van onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, van Onze Minister van Middenstand, van Onze Minister van Economie en van Onze Staatssecretaris voor Energie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder residuele brandstoffen (zware stookolie) :

een uit aardolie verkregen vloeibare brandstof, die op grond van de distillatiegrenzen ervan behoort tot de categorie zware oliën welke zijn bestemd om als brandstof te worden gebruikt en die, distillatieverliezen inbegrepen, voor minder dan 65 volumepercent overdistilleren bij 250°C, gemeten met ASTM-methode D86. Wanneer de distillatie niet met behulp van ASTM-methode D86 kan worden bepaald, wordt het aardolieproduct eveneens als zware stookolie ingedeeld.

§ 2. Vallen buiten deze definitie :

1° De benzines voor motorvoertuigen, de gasolie-diesel voor wegvoertuigen en de gasolie voor verwarming;

2° De brandstoffen die worden gebruikt in niet voor de weg bestemde mobiele machines en landbouwtrekkers;

3° Uit aardolie verkregen vloeibare brandstoffen die door zeeschepen worden gebruikt.

**Art. 2.** § 1. De residuele brandstoffen vermeld in artikel 1 dienen te beantwoorden aan de norm NBN T 52-717 - Aardolieproducten - Residuele brandstoffen - Specificaties - Laatste uitgave.

De resultaten van de controles, analyses of tests door controleinstanties die behoorlijke en toereikende garanties qua technische deskundigheid, vakbekwaamheid en onafhankelijkheid bieden, worden eveneens aanvaard.

§ 2. Het is verboden een product op de markt te brengen onder de benaming residuele brandstof, indien het niet de kenmerken bezit, bedoeld in artikel 2, § 1.

§ 3. Het is verboden een product te gebruiken als residuele brandstof indien het niet de kenmerken bezit bedoeld in artikel 2, § 1.

Dit verbod geldt echter niet voor residuele brandstof gebruikt voor verbranding in petroleumraffinerijen.

**Art. 3.** § 1. De Minister die de Energie onder zijn bevoegdheid heeft kan bij een met redenen omklede beslissing die hij ter kennis brengt van de betrokkenen, afwijkingen toestaan op de in artikel 2, § 1 bedoelde kenmerken met uitzondering van het zwavelgehalte, voor een periode van maximum drie jaar tegen de voorwaarden en binnen de grenzen die hij bepaalt. Deze afwijkingen zijn herroepelijk gedurende die periode maar kunnen ook hernieuwd worden.

§ 2. De Minister die de Energie onder zijn bevoegdheid heeft en de Minister die Leefmilieu onder zijn bevoegdheid heeft mogen gedurende een periode van zes maanden een hogere grenswaarde van het zwavelgehalte toestaan, indien ten gevolge van een plotselinge verandering in de voorziening van ruwe aardolie of aardolieproducten moeilijkheden ontstaan bij de toepassing van de grenswaarden van het zwavelgehalte van residuele brandstoffen.

Het vorige lid kan enkel worden toegepast mits de Europese Commissie hiervan voorafgaandelijk in kennis werd gesteld.

**Art. 4.** Onverminderd het facultatief gelijktijdig gebruik van merken of alle andere commerciële benamingen moet de benaming van residuele brandstof aangeduid worden op de documenten betreffende de verkoop en de levering.

**Art. 5.** § 1. De inbreuken op de bepalingen van artikel 2, §§ 1 en 2 van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument.

§ 2. De inbreuken op de bepalingen van artikel 2, § 3 van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid.

**Art. 6.** Het koninklijk besluit van 18 november 1988 betreffende de benaming, de kenmerken en het zwavelgehalte van de residuele brandstoffen wordt opgeheven.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 8.** Notre Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, Notre Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, Notre Ministre des Classes moyennes, Notre Ministre de l'Economie et Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre  
et Ministre de la Mobilité et des Transports,  
Mme I. DURANT

La Ministre de la Protection de la Consommation,  
de la Santé publique et de l'Environnement,  
Mme M. AELVOET

Le Ministre des Classes moyennes,  
J. GABRIELS

Le Ministre de l'Economie,  
Ch. PICQUE

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,  
O. DELEUZE

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 8.** Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, Onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Onze Minister van Middenstand, Onze Minister van Economie en Onze Staatssecretaris voor Energie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Mobiliteit en Vervoer,  
Mevr. I. DURANT

De Minister van Consumentenzaken,  
Volksgezondheid en Leefmilieu,  
Mevr. M. AELVOET

De Minister van Middenstand,  
J. GABRIELS

De Minister van Economie,  
Ch. PICQUE

De Staatssecretaris voor Energie,  
O. DELEUZE

[C – 2001/11117]

**8 MARS 2001. — Arrêté ministériel portant agrément  
de sociétés coopératives**

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la Coopération, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrément des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives, modifié par l'arrêté royal du 24 septembre 1986,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont agréées dans la commission des coopératives agricoles à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001, les cinq sociétés coopératives suivantes :

- |      |  |
|------|--|
| 2052 | SC Trilax<br>à Perwez;                 |
| 2053 | Coopérative d'Otreppe<br>à Fernelmont; |
| 2054 | Cuma du Happau srl<br>à Fleurus;       |
| 2055 | Socomagri srl<br>à Hannêche;           |
| 2056 | Cuma Bodema<br>à Leuze;                |

**Art. 2.** Les agréments mentionnés à l'article précédent restent valables jusqu'au 31 mai 2003.

Bruxelles, le 8 mars 2001.

Ch. PICQUE

[C – 2001/11117]

**8 MAART 2001. — Ministerieel besluit tot erkenning  
van coöperatieve vennootschappen**

De Minister van Economie,

Gelet op de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor de Coöperatie, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1962 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van coöperatieve vennootschappen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 24 september 1986;

Besluit :

**Artikel 1.** Worden erkend in de commissie der landbouwcoöperaties vanaf 1 januari 2001, de volgende vijf coöperatieve vennootschappen :

**Art. 2.** De erkenningen in vorig artikel vermeld blijven geldig tot 31 mei 2003.

Brussel, 8 maart 2001.

Ch. PICQUE